

Convention d'adhésion au service commun « Bâtiments » entre la Communauté de Communes du Grand Chambord et la commune de Mont-près-Chambord

ENTRE

La Communauté de communes du Grand Chambord, sise 22 avenue de la Sablière à Bracieux (41250), représentée par Gilles CLEMENT son Président, en vertu de la délibération du Conseil communautaire n°, en date du portant sur la création d'un service commun « Bâtiments » et l'adhésion de la commune de Mont-près-Chambord, désignée ci-après, par le terme « la Communauté » ou « la CCGC » d'une part,

ET

La commune de Mont-près-Chambord, sise 4 place du 8 mai (41250), représentée par Gilles CLEMENT, maire en exercice de la commune de Mont-près-Chambord, en vertu de la délibération du conseil municipal n°..... en date du, désignée ci-après, par le terme « la commune de Mont-près-Chambord » d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-4-2 et L.5211-16,

Considérant que les communes et la Communauté de communes souhaitent créer des services communs, en dehors des compétences qui ont été transférées à cette dernière,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Dans le cadre d'une bonne organisation des services, les signataires de la présente convention décident de mettre en commun le service suivant : « Bâtiments ».

Le service commun constitué et désigné « Bâtiments » est porté par la Communauté de Communes du Grand Chambord. Il a vocation à être utilisé autant que de besoin par les parties à la convention.

La structure du service mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée d'un commun accord entre les parties, et ce, en fonction de l'évolution des besoins respectifs constatés par les parties.

A la date de signature de la convention, le service sera composé d'1 agent.

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'EMPLOI DES PERSONNELS

Les agents du service commun sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle de l'EPCI ou du Maire de la commune selon les missions qu'ils réalisent.

L'organisation et les conditions de travail des personnels sont établies par la Communauté de Communes du Grand Chambord.

La gestion de la situation administrative des personnels (position statutaire et déroulement de carrière) et la rémunération, relèvent de la Communauté de Communes du Grand Chambord, porteur du service et employeur. A ce titre, le Président de la Communauté de communes du Grand Chambord exerce le pouvoir disciplinaire.

ARTICLE 3 : PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT

Le remboursement des frais de fonctionnement du service commun s'effectue que la base :

	CCGC	Commune de Mont-près-Chambord	TOTAL
Chargé d'opérations	80%	20%	100%
TOTAL	100%	100%	200%

Le coût du service comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les flux, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats de services rattachés (autres...), à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses réellement payées par la CCGC.

Le remboursement des frais s'effectue sur la base d'un état trimestriel.

ARTICLE 4 : COMITE DE SUIVI

Un comité de suivi est créé pour :

- Réaliser un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, annexé au rapport d'activité des deux collectivités ;
- Examiner les conditions financières de ladite convention ;
- Le cas échéant, être force de proposition pour améliorer la mutualisation des services entre la communauté et la commune.

ARTICLE 5 : RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE

La résidence administrative du service commun est située au siège de la Communauté de communes du Grand Chambord à Bracieux (41250).

ARTICLE 6 : DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet pour une durée illimitée à compter du.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut prendre fin de manière anticipée à la demande d'une des parties cocontractantes, pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services, à l'issue d'un préavis de 6 mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle peut être résiliée unilatéralement à tout moment, par simple décision de l'exécutif de l'une ou de l'autre des parties signataires, agissant en vertu d'une délibération exécutoire, notifiée au moins six mois avant l'entrée en vigueur de cette résiliation.

En cas de résiliation anticipée de la présente convention, la Commune versera à la Communauté une indemnisation correspondant au coût des agents recrutés et non nécessaires au besoin de la CCGC et des communes restantes jusqu'à ce que ces derniers soient réaffectés sans qu'il en résulte un surnombre par rapport aux effectifs de l'année précédant la résiliation. Ce coût sera égal au montant du maintien en surnombre au sein de la Communauté augmenté des sommes versées le cas échéant au centre de gestion.

Cette résiliation emportera une répartition des matériels acquis par la communauté gestionnaire des services au cours de l'exécution de la présente convention, par accord entre les deux collectivités.

ARTICLE 8 : JURIDICTION COMPÉTENTE EN CAS DE LITIGE

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif d'Orléans, dans le respect des délais de recours.

Fait en 2 exemplaires originaux

A Bracieux, le

**Pour la communauté de communes du Grand Chambord,
Le Président,**

Gilles CLEMENT

**Pour la commune de Mont-près-Chambord,
Le Maire,**

Gilles CLEMENT